



Informations de base	
2014/0132(COD) COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Directive	Procédure terminée
Examen scientifique des questions relatives aux denrées alimentaires: abrogation de la directive obsolète Subject 3.50.01.05 Secteurs spécifiques de la recherche 4.60.04.04 Sécurité alimentaire	


Acteurs principaux					
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination	
	ENVI Environnement, santé publique et sécurité alimentaire		LA VIA Giovanni (PPE)	17/07/2014	
			Rapporteur(e) fictif/fictive CAPUTO Nicola (S&D) PAULSEN Marit (ALDE)		
	Commission au fond précédente		Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination	
	ENVI Environnement, climat et sécurité alimentaire				
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination	
	ITRE Industrie, recherche et énergie		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
	Commission pour avis précédente		Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination	
	ITRE Industrie, recherche et énergie				
	Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil		Réunions	Date
		Affaires économiques et financières ECOFIN		3366	2015-01-27

Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire
	Santé et sécurité alimentaire	ANDRIUKAITIS Vytenis Povilas
Comité économique et social européen		

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
05/05/2014	Publication de la proposition législative	COM(2014)0246 	Résumé
03/07/2014	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
03/12/2014	Vote en commission, 1ère lecture		
09/12/2014	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A8-0059/2014	Résumé
16/12/2014	Décision du Parlement, 1ère lecture	T8-0074/2014	Résumé
16/12/2014	Résultat du vote au parlement		
27/01/2015	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
11/02/2015	Signature de l'acte final		
11/02/2015	Fin de la procédure au Parlement		
18/02/2015	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2014/0132(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Directive
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 114
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	ENVI/8/00444

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A8-0059/2014	09/12/2014	Résumé

Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T8-0074/2014	16/12/2014	Résumé
Conseil de l'Union				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Projet d'acte final		00094/2014/LEX	11/02/2015	
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base législatif		COM(2014)0246 	05/05/2014	Résumé
Parlements nationaux				
Type de document	Parlement /Chambre	Référence	Date	Résumé
Contribution	IT_SENATE	COM(2014)0246	24/06/2014	
Autres Institutions et organes				
Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES3473/2014	09/07/2014	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final	
Directive 2015/0254 JO L 043 18.02.2015, p. 0001	Résumé

Examen scientifique des questions relatives aux denrées alimentaires: abrogation de la directive obsolète

2014/0132(COD) - 11/02/2015 - Acte final

OBJECTIF: abroger la directive 93/5/CEE du Conseil du 25 février 1993 concernant l'assistance des États membres à la Commission et leur coopération en matière d'examen scientifique des questions relatives aux denrées alimentaires;

ACTE LÉGISLATIF : Directive (UE) 2015/254 du Parlement européen et du Conseil abrogeant la directive 93/5/CEE du Conseil concernant l'assistance des États membres à la Commission et leur coopération en matière d'examen scientifique des questions relatives aux denrées alimentaires.

CONTENU : la présente **abroge la directive 93/5/CEE**.

La directive 93/5/CEE du Conseil avait pour but de garantir le bon fonctionnement du comité scientifique de l'alimentation humaine en encourageant les États membres à apporter leur soutien scientifique audit comité et en organisant la coopération avec les instances nationales compétentes autour des questions scientifiques ayant trait à la sécurité des denrées alimentaires.

En vertu du [règlement \(CE\) n° 178/2002](#) du Parlement européen et du Conseil, la mission du comité scientifique de l'alimentation humaine visée dans la directive 93/5/CEE a été transférée à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et cette mission est actuellement régie par le règlement (CE) n° 178/2002. L'EFSA est aussi devenue l'autorité chargée de promouvoir la coopération scientifique avec les États membres et les instances nationales compétentes dans les domaines relevant de sa mission.

Avec le programme pour une réglementation affûtée et performante ([REFIT](#)), la Commission s'est engagée à garantir un cadre réglementaire simple, clair, stable et prévisible pour les entreprises, les travailleurs et les citoyens. Par conséquent, la directive 93/5/CEE est devenue caduque et doit être abrogée.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 10.3.2015.

TRANSPOSITION : au plus tard, le 29.2.2016.

Examen scientifique des questions relatives aux denrées alimentaires: abrogation de la directive obsolète

2014/0132(COD) - 05/05/2014 - Document de base législatif

OBJECTIF : abroger la directive 93/5/CEE du Conseil du 25 février 1993 concernant l'assistance des États membres à la Commission et leur coopération en matière d'examen scientifique des questions relatives aux denrées alimentaires.

ACTE PROPOSÉ : Directive du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : avec le programme pour une réglementation affûtée et performante ([REFIT](#)), la Commission s'est engagée à garantir un cadre réglementaire simple, clair, stable et prévisible pour les entreprises, les travailleurs et les citoyens.

La directive 93/5/CEE du Conseil avait pour but de garantir le bon fonctionnement du comité scientifique de l'alimentation humaine en encourageant les États membres à apporter leur soutien scientifique audit comité et en organisant la coopération avec les instances nationales compétentes autour des questions scientifiques ayant trait à la sécurité des denrées alimentaires.

Depuis l'entrée en vigueur du [règlement \(CE\) n° 178/2002](#) du Parlement européen et du Conseil, la mission scientifique qui avait été confiée au comité scientifique de l'alimentation humaine est assurée par le comité scientifique et les groupes scientifiques de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'EFSA est aussi devenue l'autorité chargée de promouvoir la coopération scientifique avec les États membres et les instances nationales compétentes dans les domaines relevant de sa mission.

CONTENU : la directive 93/5/CEE étant devenue caduque, la Commission propose d'abroger celle-ci.

Examen scientifique des questions relatives aux denrées alimentaires: abrogation de la directive obsolète

2014/0132(COD) - 16/12/2014 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 640 voix pour, 53 contre et 6 abstentions, une résolution législative sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil abrogeant la directive 93/5/CEE du Conseil du 25 février 1993 concernant l'assistance des États membres à la Commission et leur coopération en matière d'examen scientifique des questions relatives aux denrées alimentaires.

Le Parlement a arrêté sa position en première lecture sans apporter d'amendements à la proposition de la Commission.

En décembre 2012, la Commission a lancé le programme pour une réglementation affûtée et performante ([REFIT](#)) afin de garantir un cadre réglementaire simple, clair, stable et prévisible pour les entreprises, les travailleurs et les citoyens. Dans ce contexte, elle a proposé d'abroger la directive 93/5/CEE du Conseil.

Cette directive avait pour but de garantir le bon fonctionnement du comité scientifique de l'alimentation humaine en encourageant les États membres à apporter leur soutien scientifique et en organisant la coopération avec les instances nationales compétentes autour des questions scientifiques ayant trait à la sécurité des denrées alimentaires.

Examen scientifique des questions relatives aux denrées alimentaires: abrogation de la directive obsolète

2014/0132(COD) - 09/12/2014 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire a adopté le rapport de Giovanni LA VIA (PPE, IT) sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil abrogeant la directive 93/5/CEE du Conseil du 25 février 1993 concernant l'assistance des États membres à la Commission et leur coopération en matière d'examen scientifique des questions relatives aux denrées alimentaires

La commission parlementaire a recommandé que le Parlement arrête sa position en première lecture en faisant sienne la proposition de la Commission.